Les expériences migratoires bulgares en Grèce depuis 1989

Nikolaj Gabärski

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1132>

DOI : 10.4000/balkanologie.1132

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Référence électronique

Nikolaj Gabärski, « Les expériences migratoires bulgares en Grèce depuis 1989 », *Balkanologie* [En ligne], Vol. XI, n° 1-2 | 2008, mis en ligne le 31 décembre 2008, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.1132>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Les expériences migratoires bulgares en Grèce depuis 1989

Nikolaj Gabärski

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit du bulgare par Nadège Ragaru

- 1 Identifier les origines des mouvements migratoires, les mécanismes à travers lesquels ils se déploient, ainsi que leurs répercussions sur l'existence et les représentations des migrants, n'est pas sans poser des défis. *A fortiori*, si l'on considère la distance géographique de l'objet d'étude, ces migrants qui vivent et travaillent à l'étranger. Une autre difficulté tient à la méfiance parfois exprimée par les personnes en mobilité devant le chercheur désireux de leur poser des questions personnelles ou relatives aux aspects financiers de leur séjour. C'est sans doute en partie pour ces raisons que la dernière « vague » migratoire depuis la Bulgarie, celle de l'après-1989, n'a jusque récemment guère retenu l'attention des milieux universitaires.
- 2 L'article présent vise à présenter les résultats d'une enquête sur les expériences des migrants bulgares menée dans le village de Pelasgia (région de Fthiotida) en Grèce centrale, à 45 kilomètres au nord du centre régional le plus proche, Lamia (voir **carte 1**). Les données ont été collectées lors d'un séjour de trois mois réalisé entre le 15 octobre 2002 et le 1^{er} janvier 2003 - soit, après la levée des visas Schengen pour les citoyens bulgares (avril 2001), mais avant l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne (1^{er} janvier 2007). Il nous a été possible de nous insérer dans la communauté migrante, de l'observer et de participer à la vie et au travail des Bulgares installés dans ce village. L'objectif de la recherche était d'explorer les origines des processus migratoires, ainsi que leurs modalités : le profil socioprofessionnel des migrants, les facteurs de choix de la destination privilégiée, les voies d'entrée, la recherche d'un emploi, les conditions de vie, mais aussi les effets, sur les migrants, de leur expérience à l'étranger. Les conclusions proposées sont fondées sur l'analyse d'un

matériau empirique comprenant un travail d'observation participante et des entretiens. Plusieurs méthodes ont été mobilisées : entretiens non directifs et directifs, récit autobiographique et documentation photographique. Aux sept interviews réalisées sur place sont venues s'ajouter de nombreuses rencontres et discussions informelles. Cinq entretiens ont été obtenus à l'occasion de voyages vers Athènes. Ont également figuré parmi nos informateurs deux anciens migrants bulgares, rentrés en Bulgarie après avoir séjourné plusieurs années en Grèce, et qui, au moment de la rédaction de ce texte, n'exprimaient pas le désir d'y retourner¹. Enfin, bien que certains citoyens bulgares installés à Pelasgia aient refusé d'évoquer directement, en entretien, leur vie et leurs activités, nous avons pu inclure dans cet article, avec les notes explicatives nécessaires, des observations concernant essentiellement leur travail en Grèce.

- 3 Afin de mieux cerner le contexte culturel et social dans lequel interviennent les migrations de Bulgares en Grèce – lequel se reflète directement sur les relations tissées avec la population locale et les employeurs –, il convient de rappeler un point fréquemment souligné dans les travaux sur les migrations en Grèce, à savoir le fait que cette dernière s'est récemment transformée d'un pays traditionnel d'émigration en un Etat accueillant des « migrants étrangers, principalement d'Europe de l'Est et du Sud-est, mais aussi d'Afrique, d'Asie et d'autres régions du monde »². Par ailleurs, bien qu'il soit toujours délicat d'apprécier la fiabilité des données statistiques disponibles, en 2004, l'Institut national statistique grec estimait à 66 787 le nombre de Bulgares résidant légalement dans le pays. Les femmes représentaient 60% des migrants bulgares, les hommes 40% (soit une distribution en termes de genre assez proche de celle rencontrée parmi les migrants originaires de Russie, d'Ukraine ou des Philippines, différente en revanche de la répartition par sexe des migrants d'Albanie ou de Roumanie, parmi lesquels les hommes sont en nombre prépondérant)³.

Carte 1 - La région de Pelasgia en Grèce

Source : <http://www.aboutromania.com/maps182.html>

I – Les contours d’une enquête : le profil social des migrants bulgares

- 4 La présentation des caractéristiques sociales des citoyens bulgares ayant émigré en Grèce est fondée sur une analyse des données personnelles fournies par les enquêtés concernant leur âge, leur niveau d’éducation, leur situation familiale, les raisons qui les ont poussés à émigrer, le choix de leur destination, ainsi que les moyens grâce auxquels ils ont pu réaliser leur projet. Quatre classes d’âge peuvent être ainsi définies : I – 20-30 ans, II – 30-40 ans, III – 40-50 ans, IV – 50-60 ans. Prédominant la première et la troisième tranches d’âge. Six des quinze personnes interrogées relèvent du premier groupe, cinq du troisième. Les groupes II et IV comprennent chacun deux enquêtés; mais il convient de rappeler que la moitié d’entre eux⁴ sont en Grèce depuis de longues années. Si l’on avait considéré l’âge auquel ils sont partis, ils auraient été classés dans les groupes I et III. La prépondérance des classes d’âge I et III est confirmée si l’on prend en compte l’ensemble des migrants bulgares connus de l’auteur ou des interviewés⁵. Les 20-30 ans ont pour la plupart émigré directement après l’achèvement de leur scolarité, le plus souvent sans avoir connu d’expérience professionnelle en Bulgarie. Chez les hommes astreints au service militaire, le départ pour la Grèce est intervenu une ou deux années après la fin de l’école. Les représentants du groupe des 40-50 ans se sont retrouvés sans emploi et sans ressources après les changements du 10 novembre 1989. Pour la plupart d’entre eux, outre l’âge, leur faible niveau de formation explique leur incapacité à s’adapter rapidement aux transformations du marché du travail bulgare.

- 5 Presque tous les migrants bulgares ayant participé à l'enquête ont reçu une éducation secondaire ou une formation spécialisée. Les deux seules exceptions concernent les familles de *kopanari*⁶ de Marija et Todor V. (dont l'éducation a été interrompue après le collège) et de Paunka et Jordan M. (sans éducation). Leurs enfants n'ont pas non plus suivi de formation en raison d'un départ précoce et non désiré, qui leur a interdit d'entamer une scolarité au collège. Comme leurs parents changent régulièrement d'emploi et de lieu de résidence (aussi bien en Bulgarie qu'en Grèce), les enfants ne peuvent rester scolarisés dans la même école plus de quelques mois ou d'une année. Radka et Mihajl, les aînés, ont pu terminer le collège en Bulgarie, avant que leur mère ne les emmène en Grèce. Mariana est allée deux ans à l'école en Bulgarie et Ivanka, qui n'a jamais fréquenté l'école, ne sait ni lire, ni écrire. Ils constituent plutôt une exception parmi les personnes interviewées et ne contredisent pas l'affirmation selon laquelle presque tous les émigrants ont terminé leurs études secondaires⁷. L'autre classe d'âge regroupe en majorité des personnes qui ont perdu leur emploi suite à des réductions de personnels ou à la fermeture de l'entreprise dans laquelle ils étaient depuis longtemps employés⁸. Aucun d'entre eux n'a la possibilité d'exercer sa profession en Grèce. Tous, quelles que soient leur qualification et leur expérience, s'ajustent à l'offre d'emploi existante (la remarque vaut également pour les migrants plus jeunes). Il convient ici de souligner la quasi-absence de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les Bulgares établis en Grèce dont l'auteur a pu avoir connaissance. Les seuls migrants ayant poursuivi leurs études au-delà du lycée sont les infirmières qui travaillent le plus souvent comme garde-malades, c'est-à-dire très en-dessous de leur niveau de qualification⁹.
- 6 Trois catégories de migrants peuvent être identifiées au regard de leur situation familiale. Seuls les *kopanari* vivent en couple. Ils ont des membres de leur lignée éparpillés sur tout le territoire de la Grèce continentale et dans les îles grecques, qui vivent également en famille, souvent avec leurs enfants. L'auteur ne connaît pas de *kopanari* qui se soient installés seuls en Grèce. Lorsqu'un membre du couple part en premier, il s'emploie à faire venir sa famille au bout de quelques mois - le plus souvent, en payant un « passeur » (*kanaldžija*) pour le franchissement de la frontière¹⁰. Par contraste, les Bulgares qui travaillent en Grèce sont dans leur grande majorité seuls, souvent célibataires lorsqu'ils ont 20-30 ans, divorcés pour les 40-50 ans. Le profil des migrants couverts par l'enquête sans avoir pris part à des entretiens ne se distingue pas des précédents.
- 7 On peut faire l'hypothèse que la situation familiale des migrants a constitué l'un des facteurs les ayant incités à partir en Grèce. D'un côté, ne pas être lié à un mari/une épouse et à des enfants (particulièrement en bas âge) permet de rester longtemps hors du pays d'origine; de l'autre, les personnes seules - singulièrement les femmes d'âge intermédiaire qui élèvent seules leurs enfants - figurent parmi les plus touchées par la crise financière en Bulgarie aujourd'hui. Témoin le cas de Stefka Štiljanova : originaire de Gabrovo, elle est au chômage et a un enfant (âgé de 14 ans en 2003) qu'elle ne peut laisser seul. Pendant un an, elle a effectué plusieurs séjours de courte durée en Grèce, avant de rentrer en Bulgarie, faute de disposer d'une famille en mesure de veiller sur son fils, laissé à la charge d'amis pendant ses absences. La principale motivation avancée par les migrants est économique¹¹. Jutta Lauth Bacas a, dans la langue de l'économiste, formulé une conclusion similaire : « le principal moteur des nouveaux mouvements de population des années 1990 est la position supérieure de la Grèce

relativement aux autres pays balkanique, qui a favorisé le développement d'une immigration économique. Après 1990, les économies des pays post-socialistes voisins sont entrées en récession profonde, alors que l'économie de la Grèce présentait d'importantes différences structurelles »¹². D'un enquêté à l'autre la différence concerne seulement la sévérité des difficultés financières rencontrées. Certains interviewés sont partis parce qu'ils n'avaient ni travail, ni ressources; d'autres ne possédaient par ailleurs aucun logement propre (ou n'avaient pas le désir d'en acquérir). Un troisième segment des migrants a été contraint au départ non par des conditions extrêmes, mais par un manque de moyens relatif. Enfin, plusieurs migrants – surtout parmi les 20-30 ans – ont décidé d'émigrer dans la mesure où un de leur parents ou amis se trouvait déjà sur place. Cette dernière variable est centrale en tant qu'elle donne aux migrants un sentiment de confiance : ils savent pouvoir, en cas de besoin, être hébergés chez un ami ou un parent pour des périodes de durée variable. La très grande majorité privilégient les destinations où ils ont un proche ou, à tout le moins, un ami capable de les orienter dans leur recherche d'un emploi et d'un logement. La présence de ces réseaux joue un rôle essentiel dans le choix du pays de destination. La Grèce présente, par ailleurs, l'avantage d'être géographiquement proche de la Bulgarie ; il est possible de s'y rendre sans encourir des dépenses trop conséquentes. Avant leur départ, plusieurs migrants étaient dans une situation telle (avec, parfois aussi, des dettes) qu'il leur aurait été impossible de se rendre dans un autre pays européen.

- 8 L'existence d'un réseau déjà établi de « passeurs » (*kanaldžija*) à travers toute la Bulgarie fournit une autre variable permettant d'expliquer l'attractivité de la Grèce aux yeux des candidats à la mobilité internationale. La Grèce a été l'une des premières destinations des migrants bulgares après 1989 ; pour cette raison, un système des firmes ou des conducteurs privés a pu se développer dans les villes ou même dans certains grands villages bulgares. Le plus souvent, les « passeurs » s'entraident : deux ou trois couvrent une même région de façon à garantir la prise en charge des personnes et des bagages. Les « passeurs » effectuent des arrêts dans plusieurs villes et villages afin d'emmener un maximum de clients. Leur destination finale est Athènes, mais certains desservent également, en fonction de la demande, des villes et villages situés à proximité de l'autoroute. Bien que le transport avec un *kanaldžija/koletadžija* soit nettement plus onéreux, la plupart des migrants préfèrent voyager ainsi : en 2000, un « passage » coûtait 600 dollars; en 2002-2003, le prix avait été ramené à 500 euros. A la même date, un billet par la ligne de bus régulière entre Athènes et Sofia valait 41 euros. L'explication la plus probable réside dans le fait que les *kanaldžij* sont perçus comme ayant le « savoir-faire » nécessaire – auprès des employés des douanes – pour « faire entrer » sans problème des migrants en Grèce, alors qu'une telle issue n'est pas certaine en cas de voyage avec une compagnie de bus régulière. Pour ces raisons, les *kanaldžij* sont privilégiés comme « moyen de transport » et leur présence dans un lieu de résidence donné garantit aux travailleurs migrants un transport régulier, ainsi que la possibilité d'expédier des bagages en Grèce¹³. Particulièrement dans les villes et villages qui ne sont pas reliés à une ligne de bus internationale, l'existence de cette infrastructure a constitué une variable importante dans le choix de la destination retenue.

II – Les ressources de la mobilité : le rôle des *kanaldžij* et des *grafijte*

1 - Entrer en Grèce avant et après la levée des visas Schengen (avril 2001)

- 9 Dans les années 1990, le voyage vers la Grèce et le franchissement des frontières n'étaient pas toujours aisés. Divers « systèmes » de transport des personnes ont dès lors été mis en place qui n'étaient pas tous en conformité avec les lois bulgares ou grecques. Avant la levée des visas pour les citoyens bulgares désireux de se rendre dans des pays ayant signé les Accords de Schengen, en avril 2001, l'une des méthodes les plus fréquentes concernait l'obtention d'un visa de touriste pour la Grèce ou pour un autre pays de l'espace Schengen. Ne connaissant pas la procédure à suivre, la plupart des migrants payaient des *kanaldžij* avec qui ils voyageaient ou des firmes. *De jure* ces firmes étaient des tours opérateurs; dans les faits, elles s'occupaient d'obtenir des visas de tourisme auprès des consultats des pays Schengen en fonction des réseaux dont elles disposaient en leur sein. Très souvent, ces visas n'étaient pas destinés à de « réels » touristes. La somme nécessaire à l'obtention d'un visa oscillait entre 500 et 600 dollars. Ce prix, versé à un *kanaldžija*, comprenait souvent le transport jusqu'à Athènes ainsi que la remise des migrants au *grafija*¹⁴ avec lequel le *kanaldžija* travaillait. Un *kanaldžija* - connu de l'auteur sous le nom de Nikolaj Kompota - a ainsi longtemps « monopolisé » le marché du transport depuis Gabrovo vers la Grèce : avant d'atteindre le poste-frontière de Kulata (au Sud-Ouest de la Bulgarie), il passait par Loveč, Sofia et par les villages situés le long de sa route, emportant hommes et bagages (voir **carte 2**). Il possédait son propre microbus et disposait d'une large clientèle – des migrants désireux de faire parvenir des bagages en Bulgarie, des Bulgares ayant légalisé leur présence et obtenu un permis de travail en Grèce, souhaitant rentrer quelques semaines voir leurs proches en Bulgarie ou encore des migrants se rendant en Grèce pour la première fois. Jusqu'en 2001, le prix du transport était de 600 dollars et comprenait le « service rendu », à savoir l'obtention du visa de tourisme. A l'époque, selon les données du service consulaire grec, un visa coûtait 30 leva (environ 15 euros) et le billet d'autobus Sofia-Athènes, 35 dollars. Les intermédiaires réalisaient ainsi des bénéfices substantiels.

Carte 2 - Un exemple de trajectoire d'un *kanaldžija* reliant la Bulgarie à la Grèce

Source : le fonds de carte provient de <http://en.journey.bg/bulgaria/map.php?region=4> et a été retravaillé par N. Ragaru

- 10 La popularité de ces *kanaldžij* et des firmes spécialisées dans l'obtention des visas au sein de la population migrante bulgare s'expliquait dans une large mesure par le comportement très négatif des employés du service consulaire grec en Bulgarie. Ce facteur tout comme la barrière de la langue (à l'époque la grande majorité des employés ne parlaient ou ne souhaitaient pas parler bulgare, alors que les candidats à l'obtention d'un visa n'étaient pas en mesure de communiquer avec eux en grec) ne permettaient souvent pas aux postulants de préparer et de soumettre par eux-mêmes leurs documents (et, de la sorte, d'économiser une partie des dépenses liées au départ). Par ailleurs, le nombre des demandes et les horaires d'ouverture limités du service consulaire contraignaient les personnes désireuses de solliciter un visa à passer la nuit entière devant le consulat, afin de disposer d'une place réservée dans la file d'attente, le matin, au moment de l'ouverture du service.
- 11 Munis d'un visa, les migrants entraient légalement dans le pays, en général par le poste frontière de Kulata. Après l'expiration du visa (dans la plupart des cas au bout d'un mois), ils restaient illégalement en Grèce et cherchaient à se procurer permis de résidence et de travail. Faute de quoi, en cas d'interpellation par la police ils étaient extradés vers la Bulgarie. Lorsqu'un migrant décidait de rentrer en Bulgarie de son propre chef après l'expiration de son visa et sans être parvenu à légaliser sa présence dans le pays (en obtenant, avant 2001, une « carte verte » (« πράσινη κάρτα ») et, après 2001, une autorisation de résidence, « άδεια παραμονής »), il devait payer une amende à sa sortie de Grèce s'il souhaitait éviter de voir apposer un « tampon noir » sur son passeport. Ce tampon valait interdiction de voyager pendant 5 ans dans un pays de l'espace Schengen – la pire configuration pour des migrants souvent amenés à repartir travailler à l'étranger après un bref retour en Bulgarie.
- 12 Les changements introduits en avril 2001 ont officiellement donné la possibilité aux Bulgares de voyager sans visa pour des périodes de moins de trois mois. Ce changement

de réglementation n'a toutefois pas immédiatement modifié les modes de déplacement des citoyens bulgares se rendant en Grèce, dans la mesure où les agents de la police des frontières ont continué à refouler, sous divers prétextes, une large partie des migrants. Le système des *kanalidžij* a survécu et a parfois même continué à se développer. Dans la mesure où il leur devenait plus difficile d'entrer eux-mêmes en Grèce et d'y faire passer des migrants, les *kanaldžij* ont commencé à proposer à leurs clients un nouveau voyage avec un trajet inédit : ils sortaient de Bulgarie par le poste frontière de Kalotina (à l'Ouest de la Bulgarie) et prenaient le chemin de la Serbie, de la Croatie et de la Slovénie (parfois aussi de l'Autriche) avant de gagner l'Italie. Là-bas, les voyageurs recevaient un tampon d'entrée dans l'espace Schengen leur donnant le droit de séjourner dans tout pays ayant signé les accords de Schengen pendant trois mois. Depuis l'Italie, ils se rendaient ensuite en Grèce par la mer en suivant le trajet Bari-Igoumenitsa, Bari-Pyrrhée ou Venise-Pyrrhée (voir **carte 3**). En principe il aurait dû être possible d'entrer directement en Grèce ; mais, en pratique, les policiers des postes frontières de Promahonas et d'Ormenion semblent avoir érigé en règle informelle l'obligation, pour les personnes entrant en Grèce, de déclarer la durée exacte anticipée de leur séjour (dans la limite des trois mois évidemment). Ces informations étaient ensuite enregistrées sur une base de donnée informatique comportant la date prévue du départ de Grèce. Tout échec à respecter ce délai (quand bien même le report n'aurait pas excédé le cadre des trois mois autorisés) faisait des tentatives d'entrée ultérieures une *causa perdata*, la police des frontières gardant les informations relatives au non respect des délais précédents. Par surcroît, sous prétexte que le voyageur était un touriste, les agents des douanes n'autorisaient souvent pas les entrées en Grèce pour plus de dix jours. Les citoyens bulgares se sont ainsi retrouvés privés de la possibilité de jouir du droit de séjour de trois mois qui leur avait été officiellement accordé. L'auteur de cet article a lui-même rencontré des difficultés aux douanes - en dépit des documents dont il disposait et qui l'identifiaient comme un étudiant du département d'ethnologie de l'Université « Kliment Ohridski » de Sofia. De telles procédures n'étaient en revanche pas appliquées à la frontière italienne, de sorte que l'entrée par l'Italie s'est révélée plus aisée pour les migrants qui se rendaient en Grèce pour la première fois ou encore pour les migrants réguliers ne disposant pas de permis grecs de séjour ou de travail (άδεια παραμονής, άδεια εργασίας).

Carte 3 - Les voies de passage des migrants bulgares vers la Grèce depuis l'Italie

Source : carte réalisée par l'auteur à partir de Google Earth

- 13 Avec le développement des migrations bulgares à destination de l'Italie, toutefois, un contrôle strict a également été établi à la frontière italienne en 2002 de sorte que les *kanaldžij* ont été obligés de passer par la Slovanie pour se rendre en Autriche, y obtenir un tampon Schengen et entrer sans entraves en Italie - un détour significatif qui a également entraîné une hausse du coût du trajet. Par ailleurs, les pouvoirs frontaliers grecs, s'étant familiarisés avec les nouvelles modalités d'entrée dans le pays, ont renforcé leur contrôle sur les bateaux faisant la navette entre l'Italie et la Grèce, ce qui a rendu ce type de parcours plus difficile. Le mode de transport précédemment décrit a été principalement utilisé par des migrants qui voyageaient pour la première fois en Grèce ou par des saisonniers travaillant par périodes de trois mois dans l'agriculture avant de rentrer en Bulgarie sans avoir enfreint la durée légale de séjour en Grèce.
- 14 Les difficultés rapportées plus haut constituent la principale raison pour laquelle un troisième mode de franchissement de la frontière entre la Bulgarie et la Grèce a été mis en place, qui est connu parmi les migrants sous le nom de « passage par les sentiers ». La frontière était alors franchie illégalement avec l'aide d'un guide, originaire de la région. Le passage s'effectuait à travers de petits sentiers de montagne en zone frontalière. Deux routes existent : la première part de Petrič, par Belasica, et longe le versant sud de la montagne qui débouche en territoire grec (voir **carte 4**). La seconde route passe par les Rhodopes, au Sud de la Bulgarie : elle part des villages situés aux alentours de Momčilgrad ou de Krumovgrad et se termine au niveau du versant sud de la montagne, en général dans les villages pomaks du nord de la Grèce (voir **carte 5**). Quelle que soit la voie retenue, une fois entré en territoire grec, le guide bulgare remettait les migrants à son partenaire grec qui les conduisait jusqu'au gros bourg le plus proche, à partir duquel ils rayonnaient ensuite vers l'intérieur de la Grèce. Dans

certains cas, l'intermédiaire grec utilisait un taxi afin d'éviter d'éventuels contrôles de police dans les transports publics (lesquels ne sont pas rares)¹⁵. Les migrants versaient également une certaine somme aux *kanaldžijte* côté grec, mais l'auteur n'en connaît pas le montant exact. En 2002, J. Bacas faisait, concernant ces routes, le pronostic suivant : « Etant donné que la Grèce a une frontière terrestre de 1000 km avec les Balkans et une ligne côtière de 15 000 km, il est probable que de plus en plus de migrants illégaux parviendront à entrer dans le pays »¹⁶.

Carte 4 - Le chemin des sentiers : la zone de Belasica

[la zone de Belesica est encerclée en rouge]

Source : http://en.wikipedia.org/wiki/Image:Belasiza_Balkan_topo_de.jpg

Carte 5 - Le chemin des sentiers : le passage vers la Grèce par les Rhodopes

Source : <http://en.journey.bg/bulgaria/map.php?region=10> (retravaillée par N. Ragaru)

2 - La recherche d'un emploi : entre solidarités familiales et recours à des intermédiaires

- 15 Une fois entrés en Grèce, les migrants se dirigent le plus souvent vers Athènes, sauf s'ils ont de la famille ailleurs, auquel cas ils se rendent directement auprès de leurs proches. Il ne leur est alors pas nécessaire de chercher seuls un logement ou un emploi ; ce sont leurs parents, familiers de la région et de la population grecque locale, qui s'en occupent. Dans la majorité des cas, les migrants bulgares disposent d'un travail à leur arrivée qu'ils débutent immédiatement et qu'ils gardent le temps de s'orienter dans leur nouvel environnement, de surmonter la barrière de la langue et de pouvoir chercher par eux-mêmes un emploi mieux rémunéré¹⁷. Lorsque les nouveaux arrivants n'ont pas de proches en mesure de les accueillir et de leur apporter une première aide, ils se tournent généralement vers un *grafija*. En général, les *grafijte* proposent aux femmes des positions en tant qu'aides à domicile ou garde-malades. Accepter un tel emploi constitue le moyen le plus simple, rapide et sûr de s'assurer le logis et le couvert. Au moment de notre enquête de terrain, les services des *grafijte* coûtaient 150 euros (150 dollars avant le 1er janvier 2001 date à laquelle la Grèce a adopté l'euro). Si le sollicitant ne dispose pas d'une telle somme, il laisse son passeport comme gage qu'il ne quittera pas l'emploi trouvé par le *grafija* avant d'avoir payé ses dettes et il le rachète avec son premier salaire. Lorsque le travail relève des soins à la personne, la seule consigne donnée au futur employé (des femmes bien sûr) concerne l'adresse, le sexe et l'état de santé du malade (est-il alité ou peut-il se déplacer ?). Si la migrante n'accepte pas les conditions qui lui sont proposées ou si elle ne convient pas aux employeurs grecs, elle revient vers le *grafija* et a droit à deux autres choix. Il lui faudra ensuite verser encore 150 euros pour obtenir de nouvelles propositions. Cependant, en pratique, les Bulgares en quête de travail ne peuvent guère se prévaloir de ce droit, attendu que les offres d'emploi peuvent concerner n'importe quelle ville de Grèce.

Revenir vers le *grafija* signifierait retourner à Athènes - où les migrantes n'ont souvent pas de logement et doivent choisir entre prendre une chambre d'hôtel, ce qui représente une dépense assez significative pour de nouveaux arrivants ayant souvent dû emprunter de l'argent en Bulgarie, ou dormir dans la rue (avec le risque d'être interpellés par la police). Une fois qu'elles ont appris la langue et sont parvenues à économiser une certaine somme d'argent, les employées à domicile osent changer de lieu de travail - en particulier si elles ont des contacts dans les milieux migrants et peuvent y échanger des informations.

- 16 Il est intéressant de noter que les hommes partent généralement en Grèce à condition d'y avoir des parents ou amis en mesure de leur trouver un emploi, de sorte qu'il est extrêmement rare qu'ils utilisent les services d'un *grafija*¹⁸. L'autre possibilité - qui vaut aussi bien pour les hommes que les femmes - concerne les annonces de journaux. Toutefois, seuls les migrants installés en Grèce depuis de longues années, qui maîtrisent la langue grecque et disposent d'autorisations de séjour et de travail, peuvent avoir recours à ce moyen, dans la mesure où la plupart des annonces concernent des emplois en milieu urbain ou à « l'extérieur », c'est-à-dire dans des magasins, des restaurants ou des cafés. Le risque que la police vienne vérifier les documents des employés est assez élevé de sorte que les employeurs grecs eux-mêmes refusent d'embaucher des migrants illégaux par crainte des fortes amendes qui pourraient leur être infligées¹⁹.
- 17 Les *kopanari* bulgares représentent un cas spécifique pour ce qui concerne la recherche d'un emploi. En général, ils ont des parents répartis sur l'ensemble du territoire grec qui leur fournissent des informations relatives aux offres d'emplois et aux rémunérations journalières proposées. Souvent, lorsqu'ils estiment pouvoir trouver ailleurs des meilleures conditions de travail et de salaire, ils déménagent et viennent s'installer chez leurs proches. L'auteur a eu l'occasion d'observer une situation de ce type : lorsque Marija et Todor V. ont décidé de quitter le village de Pelasgia pour se rendre chez leurs neveux à Sparthe (dans le Péloponèse), leurs parents sont venus les chercher en voiture. Il n'est pas inutile de rappeler que les deux sites sont distants de quelque 600-650 kilomètres, mais cela ne représente pas un obstacle aux yeux des *kopanari* quand il s'agit de venir en aide à un membre de leur famille. De la même façon, le fils aîné de Paunka et de Jordan M., Mihajl est parti travailler à Gargalianoi (dans l'ouest du Péloponèse) chez des parents, après que ceux-ci l'eurent informé que le salaire y était deux fois supérieur à celui qu'il touchait à Pelasgia où il résidait jusqu'alors avec sa famille.
- 18 Le soutien et l'entraide observables parmi les *kopanari* ne se retrouvent pas chez les migrants bulgares, qu'ils vivent seuls en Grèce ou avec leur famille²⁰. Les *kopanari* entretiennent des relations soutenues avec des membres plus éloignés de leur lignée - des neveux, des cousins, des membres de la famille par alliance, etc. - qui les aident comme ils le feraient pour leurs propres enfants ou parents. Ils sont pour cette raison nettement plus mobiles que les Bulgares et ne recourent presque jamais aux services des *grafijte*. Comme une grande partie d'entre eux travaillent dans l'agriculture (la récolte des oranges, des olives, du coton et du tabac), ils se déplacent de région en région en fonction des cultures et des périodes de récolte. Nombre d'entre eux travaillent l'été dans le tabac et se déplacent l'hiver vers les régions où l'on cultive des olives et des oranges. Ainsi, par exemple, d'octobre à avril, au moment de la cueillette des olives, des migrants de toute la Grèce - des *kopanari* de Bulgarie, des Roms musulmans d'Albanie, des Albanais - viennent à Pelasgia ramasser les olives, une

culture réputée dans cette région. Pendant cette « saison de travail », il est quasiment impossible de trouver un logement au village et une grande partie des nouveaux arrivants, principalement des Roms albanais, se construisent des « maisons » de fortune avec du carton, des copeaux de bois, des nylons, etc. sur un site défini par la municipalité, une colline localisée à la périphérie du village. Aucun des *kopanari* bulgares, ni des Bulgares en Grèce ne vit dans les conditions misérables des Roms nomadisants albanais.

III - Vivre en migration : stratégies professionnelles et de survie

1 - L'enjeu du logement

- 19 A Pelasgia comme ailleurs en milieu rural, la plupart des migrants bulgares logent dans de vieilles maisons grecques appartenant à des personnes âgées (70-90 ans), dépourvues du minimum de confort moderne. Il s'agit de petites maisons en pierre aux fenêtres étroites, souvent privées de salle de bain et de toilettes. Nul ne saurait rêver d'y trouver chaudière (chauffe-eau, solaire ou électrique), machine à laver ou installations électriques. Le plus souvent, les migrants font chauffer de l'eau dans des marmites, sur les cuisinières à gaz, pour se laver. Telles sont les conditions de vie non seulement des ouvriers agricoles, mais aussi souvent des femmes employées pour veiller sur des personnes âgées. Plusieurs migrants, installés dans le village depuis quelques années, ont réussi à se procurer un vieux téléviseur, un réfrigérateur, un radiateur au gaz et les objets du quotidien les plus indispensables. Des salles de bain ont été rajoutées aux constructions existantes sans porte, sans fenêtre normale ou sans espace additionnel.
- 20 Alors que dans les villages, les migrants vivent dans des conditions pour le moins défavorables, les personnes employées dans de grandes centres urbains (en général, Athènes) louent des appartements aménagés de façon à satisfaire les attentes des citoyens grecs. Les femmes qui s'occupent de personnes âgées et sont hébergées dans les appartements de celles-ci, jouissent de conditions de vie supérieures à celles des migrantes habitant dans des villages. On rencontre bien sûr quelques exceptions de migrants à fortes rémunérations ou occupant des emplois spécifiques qui logent dans des maisons assez luxueuses, plus confortables que celles qu'ils avaient connues en Bulgarie. Mais, souvent, les garde-malades vivent avec le patient dont elles s'occupent dans une seule et même pièce et ne disposent pas d'un téléviseur. Au final, il est très rare que le niveau de vie des Bulgares installés en Grèce soit supérieur à celui qu'ils avaient connu en Bulgarie. Ils sont souvent obligés d'accepter des conditions extrêmement difficiles à la seule fin de pouvoir travailler. Les concessions concernent également les conditions de travail.

2 - Les conditions de travail dans les centres urbains et au village

- 21 Au moment d'entamer une activité professionnelle, le migrant et son employé s'entendent sur la durée de travail, le jour de repos, le salaire et les obligations faisant partie intégrante de l'emploi. En raison de la particularité de leur travail, les femmes qui s'occupent de malades ou d'enfants n'ont pas d'horaires de travail mais elles ont en

principe droit à un jour de repos qui devrait leur être payé à un tarif double lorsqu'il n'est pas chômeur. Toutefois les employeurs grecs ne respectent pas toujours leurs engagements et les migrants sont obligés soit d'accepter une charge supplémentaire, soit de quérir un autre emploi. Une telle démarche dépend de la personnalité de chacun et tous les migrants, en particulier lorsqu'ils sont sans papier, ne sont pas prêts à franchir ce pas. Comme le fait remarquer B. Pavlov, « souvent, faute d'offres sur le marché du travail officiel, on passe vers ce qu'il est convenu d'appeler le marché noir. Dans de nombreux cas, les gens sont contraints par les conditions et n'utilisent pas leurs droits de travailleurs migrants »²¹. La situation est similaire dans l'agriculture, particulièrement dans la cueillette des olives. Une règle informelle veut que l'employeur donne à un journalier, outre son salaire, un litre d'huile par jour travaillé. Mais cet accord n'est pas toujours respecté. Très souvent aussi, les migrants sont contraints de faire passer les olives par une trieuse (qui les classe par tailles) après la fin de leur journée de travail, sans que cette tâche additionnelle soit retribuée.

- 22 Les grandes villes et les sites touristiques de Grèce offrent des opportunités professionnelles plus nombreuses et variées que les villages. L'activité la plus fréquemment proposée aux femmes de plus de quarante ans est celle de garde-malade, d'aide à domicile pour des personnes âgées et plus rarement de *baby sitter*. Les femmes de moins de quarante ans travaillent souvent comme femmes de ménage dans des hôtels ou sur des croisières de luxe. Ce type de travail, tout comme les emplois de serveuses dans des cafés et restaurants, requiert la détention d'un permis de séjour et de travail en raison des risques d'inspection et d'extradition. Le secteur de la restauration emploie souvent les femmes les plus jeunes. Enfin, certaines migrantes oeuvrent comme assistantes à domicile sans loger sur leur lieu de travail et elles vivent seules, en location. Un seul salaire ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins, de sorte qu'elles conjuguent plusieurs activités.
- 23 Dans les « professions masculines » également, les offres d'emploi sont plus riches en milieu urbain et dans les zones touristiques. Le plus souvent, les hommes travaillent comme maçons, s'ils sont qualifiés, ou, sinon, comme simples ouvriers dans la construction ; ils sont également employés dans des stations essence ou des parkings privés. Ceux qui ne trouvent pas de travail fixe se proposent comme porteurs ou comme ouvriers journaliers. Très tôt le matin, ils se rendent sur la place Omonoia à Athènes, où les employeurs grecs en quête de main d'œuvre viennent discuter avec eux le travail envisagé, les horaires et le salaire. Les entretiens ont principalement permis d'établir l'existence de ce mode d'embauche à Athènes et à Thessalonique où la place devant la gare ferroviaire joue un rôle similaire à celui d'Omonoia dans la capitale grecque.
- 24 En milieu rural, la gamme des emplois est extrêmement limitée : le seul métier sûr et stable pour les femmes est celui de garde-malade, souvent obtenu par l'entremise d'un *grafija* à Athènes. L'agriculture constitue le second débouché professionnel pour les femmes comme pour les hommes. A Pelasgia, la récolte des olives et l'entretien des arbres sont les deux principales activités agricoles. Une grande partie des habitants cultive par ailleurs du coton et loue les services de migrants pour la récolte²². Certains hommes parviennent à être embauchés comme ouvriers dans la construction ou comme assistants sur des bateaux de pêche, mais il ne s'agit là bien souvent pas d'un emploi stable et rémunérateur. Les *kopanari* prennent également part à la récolte des olives à Sparthe et à Gargalianoi dans le Péloponèse, à Eretini dans l'Attique et en Crète.

3 - L'exemple de la récolte des olives

- 25 La récolte des olives, manuelle, requiert une force physique qui en réserve l'exercice aux hommes. Les femmes sont principalement chargées de ramasser les olives tombées à terre qui sont utilisées dans la fabrication de l'huile. Ainsi s'explique le choix des *kopanari* de migrer et travailler en famille. Une fois l'arbre « nettoyé », ce sont également des femmes qui entourent les troncs de deux grandes bâches en plastique ou en toile de chanvre. Le travail des hommes consiste principalement à secouer les arbres pour faire tomber les olives; pour ce faire, ils utilisent des gaules lisses en bois dont la longueur varie en fonction de la partie de l'arbre sur laquelle ils travaillent. Pendant ce temps, les femmes s'occupent des branches inférieures avec une sorte de peigne (*cacaro*) destiné à faire tomber les olives qui se trouvent à leur portée. Pendant que les hommes secouent l'arbre suivant, les femmes nettoient les branchettes et les feuilles mêlées aux olives avant de verser ces dernières dans des caisses en bois.
- 26 Les récits des migrants, essentiellement des *kopanari*, ayant effectué un travail similaire dans le Péloponèse et en Crète permet d'apprécier les différences régionales dans la récolte des olives, elles-mêmes corrélées aux variétés d'olives produites et à leur usage : là-bas, il s'agit principalement de petites olives destinées à la production d'huile. Pour cette raison, les branches des arbres sont coupées (une tâche confiée aux hommes) pendant que les femmes rassemblent les fruits des branches en les tapant avec une courte gaulle en bois. Elles les versent dans des sacs en toile de chanvre. En principe ce travail peut aussi être effectué par des hommes seuls de sorte qu'il leur est plus facile que pour les femmes de trouver un emploi hors binôme. La négociation des salaires avec l'employeur tout comme leur réception font partie des prérogatives des hommes. Après la fin de la journée de travail - qui dure en général de 8H00 le matin à 16H00 - les migrants rentrent au village dans la voiture ou le tracteur de leur employeur, renversent les cageots remplis d'olives et les font passer par le « dialogue », une machine destinée à les trier par calibre. En principe, ce travail devrait faire l'objet d'une rémunération complémentaire, mais tel n'est pas toujours le cas. La dernière étape dans le traitement des olives avant qu'elles ne soient placées dans de l'eau et du sel, consiste à leur faire « bango »²³. Cette tâche, exclusivement féminine, est accomplie dans les hangars où sont conservées les olives.
- 27 A la fin de la saison des olives²⁴, commence ce que l'on appelle le *kladema* des arbres : il s'agit de la coupe des branches et du nettoyage des jeunes pousses jaillies des racines de l'arbre. Ce travail est assuré par les hommes tandis que les femmes rassemblent les petites branches et les feuilles coupées en gros tas qu'elles brûlent en les entourant de pierres afin que le feu ne s'étende pas aux arbres alentour et ne les dessèchent pas. Il s'agit là d'un travail difficile, physiquement exigeant, lourd en responsabilités, qui doit être achevé au début du mois de mai, parce qu'au-delà de cette date la législation grecque interdit d'allumer des feux dans les vergers. A partir de ce moment et jusqu'au mois d'octobre, il ne reste plus aucun travail agricole à effectuer au village et les migrants rencontrent d'immenses difficultés à trouver un emploi. Une grande partie des *kopanari* quittent alors le village pour aller chercher un emploi ailleurs, dans les régions agricoles à « cultures d'été », avant de revenir en octobre s'ils n'ont pas trouvé de meilleure option.

Conclusion

- 28 Plusieurs conclusions peuvent être tirées de l'observation de la « réalité migratoire bulgare ». Concernant le profil socioprofessionnel des migrants, tout d'abord. La majorité des migrants installés en Grèce ont un niveau d'éducation secondaire et n'ont que rarement acquis une profession précise au terme de leur formation. Presque aucun d'entre eux n'a, en Grèce, la possibilité d'exercer un métier qui corresponde à la qualification obtenue en Bulgarie. En termes de situation familiale, deux groupes se distinguent : les migrants venus et travaillant dans un cadre familial, principalement des *kopanari*, et des migrants vivant et travaillant seuls à l'image de la majorité des Bulgares, en particulier parmi les femmes. Deux stratégies peuvent être également identifiées dans la recherche d'un emploi : alors que les *kopanari*, essentiellement employés dans l'agriculture, sont assez mobiles, toujours en relation avec leur famille, et ne restent que rarement longtemps en un même lieu, les Bulgares entreprennent plus rarement des voyages à travers la Grèce et passent le plus souvent par un *grafija* ou par des annonces de presse pour trouver un emploi.
- 29 En termes de travail, les centres urbains présentent les opportunités les plus diversifiées ; les conditions de logement et de vie y sont généralement préférables à celles prévalant en milieu rural. Les migrants bulgares connaissent cependant des situations qui, à la lumière de notre enquête, ne semblent pas toujours meilleures à celles expérimentées en Bulgarie. Seul les retient en Grèce le différentiel de salaires. Pour la majorité des migrants, le séjour en Grèce permet de mieux se nourrir, plus rarement d'atteindre une qualité de vie supérieure ; il permet surtout d'assister périodiquement, fût-ce de manière modeste, les proches restés en Bulgarie. Une minorité seulement des migrants gagne bien sa vie. Toutefois, même les représentants de ce groupe exercent un travail non qualifié. Le point commun aux récits des migrants - indépendamment de leur âge, de leur niveau d'éducation et de leur emploi - réside dans le désir presque toujours affiché de rentrer en Bulgarie. Aucune des personnes interrogées n'a exprimé le souhait de s'installer en Grèce de façon permanente. Cependant, au moment où l'enquête de terrain fut réalisée, c'est-à-dire en 2003, aucun migrant non plus n'envisageait de rentrer en Bulgarie dans un avenir proche.
- 30 Dans les années 1990 et jusque vers 2001-2002, la Grèce a constitué une destination privilégiée pour les migrants bulgares. Depuis lors, de nouvelles destinations sont apparues, principalement l'Espagne et l'Italie, et, dans une moindre mesure, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Le durcissement des contrôles policiers en Grèce, le rétrécissement du marché du travail avec la venue de migrants originaires des anciens pays socialistes (les Albanais, extrêmement nombreux, mais aussi des migrants des ex-Républiques soviétiques et des Roumains) ont contribué à modifier l'image de la Grèce. Il semblerait que seuls continuent à vivre et travailler en Grèce, d'une part, les migrants déjà installés, possédant des documents légaux de séjour et des autorisations de travail dans le pays et, d'autre part, les ouvriers agricoles saisonniers, principalement roms ou pomaks (une population bulgarophone de confession musulmane), embauchés avec un visa de travail obtenu grâce à leur employeur pour une présence dans le pays à la durée clairement fixée.
- 31 Au moment de l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne, en janvier 2007, la Grèce a décidé de limiter transitoirement, pour une période de deux ans, l'accès des migrants bulgares à son marché du travail. Les citoyens bulgares souhaitant exercer

leur droit au travail en Grèce doivent dès lors obtenir un permis de travail auprès de l'Ambassade de Grèce en Bulgarie. Toutefois les Bulgares qui disposaient d'une autorisation de travail à durée indéterminée douze mois au moins avant l'adhésion européenne de la Bulgarie, ont pu bénéficier automatiquement du même traitement que les autres citoyens de l'Europe communautaire. Aujourd'hui, le nombre de migrants bulgares en Grèce est estimé selon des sources non officielles autour de 300 000 personnes (sur un total de quelque 1,5 millions de migrants). En dépit des protestations et des articles publiés dans la presse grecque selon lesquels les « immigrés envahiraient la Grèce », ce nombre ne cesse d'augmenter. Une décision récente de la Cour suprême grecque, en date du 8 novembre 2007, laisse toutefois augurer de meilleurs jours pour les Bulgares vivant en Grèce²⁵ : la Cour a en effet décidé de légaliser la présence de tous les travailleurs étrangers illégaux employés dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture. Une décision qui n'est pas sans importance, si l'on sait que les Bulgares travaillent principalement dans le secteur agricole.

- 32 Il demeure cependant trop tôt pour déterminer si l'on observera dans les années à venir un retour progressif des migrants en Bulgarie en vue de créer, grâce aux ressources tirées de leurs expériences migrantes, de petites et moyennes entreprises - comme l'ont fait en Grèce, dans les années 1970 et 1980, certains migrants grecs partis travailler en Allemagne et aux Etats-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

« Detailed Analysis of the Intercultural Situation in Greece and Case Studies at the Workplace », à l'adresse: http://www.eiworkplace.net/texts/National_Report_Greece.pdf [consultée le 25 août 2008].

« Greece Surprisingly Clamps down on Bulgarian, Romanian Migrants », 17 novembre 2006, à l'adresse : http://www.novinite.com/view_news.php?id=72761 [consultée le 25 août 2008]

« Les accords verbaux avec les employés ont force de contrat de travail » [Ustnite ygovorki s rabotnicite sās silata na trudov dogovor], à l'adresse : <http://www.grreporter.info> [consultée le 25 août 2008].

Georgios A. Antonopoulos and John Winterdyk, « The Smuggling of Migrants in Greece », *European Journal of Criminology*, 3 (4), 2006, p.439-461.

Jutta Lauth Bacas, « Greece and its New Immigrants. Features and Consequences of the Recent Immigration to Greece », *Ethnologia Balkanica*, 6, 2002, p.197-208.

Jennifer Cavounidis and L. Hadjaki, *Migrant Applicants for the Card of Temporary Residence: Nationality, Gender, and Placement*, Athens : National Institute of Labour, 2000.

Aspasia Papadopoulou, « Regularization Programmes : An Effective Instrument of Migration Policy? », *Global Migration Perspectives*, 33, 2005, 22 p. à l'adresse: <http://www.gcim.org/attachments/GMP%20No%2033.pdf> [consultée le 25 août 2008]

- George P. Nikolopoulos, « Border Control and Illegal Immigration into Greece : The Position of Greece under the Schengen Agreements », à l'adresse : <http://migration.uni-konstanz.de/content/center/events/de/events/mpf2/mpf2-nikolopoulos.html> [consultée le 25 août 2008].
- Martin Baldwin-Edwards, *Immigration into Greece, 1990-2003 : A Southern European Paradigm?*, à l'adresse: <http://unece.org/pau/epf/present/ts4/baldwinedwards.pdf> [consultée le 25 août 2008].
- Dimitrios Dragumanis, *Guide des immigrants bulgares en Grèce* [Spravočnik na Bălgarskite imigranti v Gărcija], volumes 1 et 2, Sofia : n.d., 1998.
- S. Dzobelova, « Les amendes infligées à la frontière doivent être payées » [Naloženite globi na gramnicata trjabva da se platjat], *Bălgarski novini* (Athènes), 20 décembre 2005.
- Ira Emke-Pouloupoulos, *Trafficking in Women and Children : Greece, a Country of Destination and Transit*, Athens : Institute for the Study of the Greek Economy and Greek Society of Demographic Studies, 2001.
- Rosetos Fakiolas, « Migration and Unregistered Labour in Greek Economy », in : Russel King, Gabriella Lazaridis and Charalambos Tsardanidis, (eds), *Eldorado or Fortress? Migration in Southern Europe*, London : MacMillan, 2000, p.57-79.
- Rosetos Fakiolas, « Socio-economic Effects of Immigration in Greece », *Journal of European Social Policy*, 9(3), 1999, p.211-229.
- Valeri Grigorov, « Les immigrants économiques en Grèce » [Ikonomičeskite imigranti v Gărcija], in : Margarita Karamihova (dir.), *Vivre là-bas, se rêver ici. Les processus d'émigration au début du XXIème siècle* [Da živeeš tam, da se sānuvaš tuk. Emigracionni procesi v načaloto na XXI vek], Sofia : IMIR, 2003, p.236-248.
- Panos Hatziprokopiou, « Balkan Immigrants in the Greek City of Thessaloniki », *European Urban and Regional Studies*, 11 (4), 2004, p.321-338.
- Costas Kanellopoulos, « Illegal Immigration in Greece ». Conference on migration and development organized by OECD and IMEPO, 26-27 avril 2007, Rhodes.
- Charalambos Kasimis, Apostolos G. Papadopoulos and Ersi Zacopoulou, « Migrants in Rural Greece », *Sociologia Ruralis*, 43(2), avril 2003, p.167-184.
- Charalambos Kasimis, *The Multifunctional Role of Migrants in the Rural Economy and Society of Greece. Conference on Policies, Governance and Innovation for the Rural Areas, 21-23 novembre 2003*, Universiteta della Calabria, à l'adresse : http://www.sociologia.unical.it/rural_areas/paper/eng/Kasimis.pdf [consultée le 26 août 2008]
- Charalambos Kasimis and Chryssa Kassimi, « Greece : A History of Migration », *Migration Information Source*, juin 2004, à l'adresse : <http://www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=228> [consultée le 25 août 2008].
- Tzan Kavounidi, *The Characteristics of immigrants : The Greek Programme of Legalization of 1998*, Athens-Thessaloniki : Sakkoulas, 2002 [Καβουνίδης Τζ. (2002), «ΧαρακτηριστικάΜεταναστών: ΤοΕλληνικόΠρόγραμμαΝομιμοποίησηςτου 1998», ΕθνικόΙνστιτούτοΕργασίας, Εκδ. Σάκκουλα, Αθήνα].
- Eugenia Markova, 2004, « Recent Phenomena - Employment Initiatives towards Immigrants in Greece », in : J. Blaschke and B. Vollmer (eds.), *Employment Strategies for Immigrants in the European Union*, Edition Parabolis: Berlin, 2004, p.201-238.

Eugenia Markova et Alexander Sarris, « Les migrants bulgares sur le marché du travail grec » [Bălgarskite emigranti na grăckija trudov pazar », *Ikonomika*, 7, 1997, p.24-27.

Matina Naoumi and Georgia Papapetrou (eds.), *The Social Profile of Greece 2001*, Athens : n.d., 2002 [Τζωρτζοπούλου, Μ. (2002), 'Η θέση των μεταναστών στην Ελλάδα', στο Μουρίκη, Α., Ναούμη, Μ. και Παπαπέτρου, Γ. επ., Το κοινωνικό πορτρέιτο της Ελλάδας 2001, Αθήνα].

B. Pavlov, « Les droits des travailleurs migrants » [Pravata na rabotnicite migranti], *Problemi na truda*, 9, 1996, p.52-60.

Antonis Rovolis and Alexandra Tragaki, « Ethnic Characteristics and Geographical Distribution of Immigrants in Greece », *European Urban and Regional Studies*, 13 (2), 2006, p.99-111.

Statistical data on immigrants in Greece, An analytic study of available data and recommendations for conformity with European union standards, Mediterranean migration observatory, 15 novembre 2004. [Στατιστικά δεδομένα για τους μετανάστες στην Ελλάδα: Αναλυτική μελέτη για διαθέσιμα στοιχεία και προτάσεις για τη συμμόρφωση με τα standards της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Μεσογειακό Παρατηρητήριο Μετανάστευσης (15 Νοεμβρίου 2004)].

Maria Tzortzopoulou, « The Status of Immigrants in Greece », In : A. Mouriki, M. Naoumi et G. Papapetrou (dir.), *The Social Profile of Greece 2001*, Athens : EKKE, 2002, p.45-59.

NOTES

1. Ces entretiens se sont déroulés en Bulgarie.
2. Voir **Lauth Bacas (Jutta)**, « Greece and its New Immigrants. Features and Consequences of the Recent Immigration to Greece », *Ethnologia Balkanica*, 6, 2002, p.197-208 (p.197). Valeri Grigorov, envisageant en parallèle les migrations économiques bulgares, celles de la population albanaise et, dans une moindre mesure, des migrants d'ex-URSS et de Roumanie, souligne de même cette transformation de la Grèce d'un pays d'émigration en pays d'immigration et remarque que « pour de nombreux Grecs, l'accroissement rapide du nombre des immigrants provoque un réel choc culturel ». Voir **Grigorov (Valeri)**, « Les immigrants économiques en Grèce » [Ikonomičeskite imigranti v Gărcija], in **Karamihova (Margarita)**, ed., *Vivre là-bas, se rêver ici. Les processus d'émigration au début du XXIème siècle* [Da živeeš tam, da se sãnuvaš tuk. Emigracionni procesi v naçaloto na XXI vek], Sofia : IMIR, 2003, p.236-248 (p. 242).
3. Voir **Mediterranean Migration Observatory, Panteion University**, *Statistical Data on immigrants in Greece. An Analytic Study of Available Data and Recommendations for Conformity with European Standards*, Athens: IMEPO, 2004, 80p., à l'adresse : http://www.mmo.gr/pdf/general/IMEPO_Final_Report_English.pdf [consultée le 9 octobre 2008]
4. Dimităr (groupe II) et Jordan (groupe IV).
5. Il est possible de fournir les prénoms, âges et lieux de naissance de certains d'entre eux : Lidija, 49 ans, originaire de Gabrovo (en Grèce depuis six ans); Bisser, 27 ans, originaire de Ruse (en Grèce depuis sept ans); Sofija, 49 ans, originaire de Gabrovo (depuis six ans en Grèce); Krasimir, 28 ans, originaire de Haskovo (depuis sept ans en Grèce); Velizira, 28 ans, originaire de Gabrovo (en Grèce depuis 5 ans).
6. Sont connus sous le nom de *kopanari*, des Roms (*cigani*) chrétiens à auto-définition *rudari*, qui parlent un dialecte du roumain. Il convient de souligner que certains d'entre eux ne se définissent pas comme Roms (*cigani*).
7. Les personnes évoquées en note 2, avec lesquelles l'auteur n'a pu réaliser d'entretiens, présentent le même profil scolaire.

8. Pour des conclusions similaires concernant une période antérieure, voir **Markova (Eugenia), Saris (Alexander)**, « Les migrants bulgares sur le marché du travail grec » [Bălgarskite emigranti na grăckija trudov pazar », *Ikonomika*, 7, 1997, p.24.
9. L'auteur ne connaît personnellement pas de femmes dans cette situation. Leur présence en Grèce lui a été communiquée par les récits de migrants et des journaux des migrants publiés dans le pays. A la place d'Elena Georgieva, une Bulgare partie travailler en France en 2003 dans le secteur agricole, est désormais employée comme infirmière à Pelasgia Margarita, une Bulgare originaire d'un village de la région de Orjahovo.
10. Rappelons que les données évoquées ici concernent la période antérieure à l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne.
11. Voir également les conclusions auxquelles parviennent **Markova (Eugenia), Saris (Alexander)**, « Les migrants bulgares sur le marché du travail grec » [Bălgarskite emigranti na grăckija trudov pazar », *Ikonomika*, 7, 1997,, 1997, p.25.
12. Voir **Bacas (J.)**, *op. cit.*, p.202.
13. Les chauffeurs des lignes de bus régulières entre les deux pays acceptent, contre une certaine somme, de transporter de l'argent et des bagages depuis la Grèce vers la Bulgarie – mais jamais en sens inverse.
14. *Grafija* (pluriel *grafij*) est la prononciation bulgarisée du terme grec γραφείο, qui signifie en l'occurrence le « bureau de travail » privé à travers lequel les migrants cherchent le plus souvent un emploi - en échange d'une somme de 150 euros ou de la remise de leur passeport à leur intermédiaire. Ils récupèrent leurs documents une fois qu'ils ont reçu leur premier salaire et payé ce qu'ils doivent au *grafija*.
15. Parmi les enquêtés, un couple est entré en Grèce avec ses enfants en suivant cette voie. L'auteur connaît également un grand nombre de *kopanari* originaires des villages de Bratica et de Kameno (région de Karnobat), qui ont par le passé travaillé en Grèce et franchi la frontière ainsi. La plupart d'entre eux étaient rentrés chez eux au moment de l'enquête, en 2003, mais ils avaient toujours des membres de leur famille en Grèce.
16. Voir **Bacas (J.)**, *op. cit.* p.200.
17. Pour un constat similaire, voir **Markova (Eugenia), Saris (Alexander)**, *op. cit.*, p.26.
18. *Ibid.*, p.24.
19. Notons qu'en 2005, un nouveau programme de régularisation des migrants a été lancé par le gouvernement grec à travers, notamment, l'adoption de la Loi 3386/05. Toutes les personnes pouvant apporter la preuve qu'elles résidaient en Grèce avant le 31 décembre 2004 ont été déclarées éligibles, de même que les migrants qui avaient échoué à renouveler leur permis de résidence. Les amendes passées infligées pour non-respect de la durée légale de séjour devaient cependant être réglées sous peine de voir les dossiers rejetés. 152 400 migrants ont déposé une demande de régularisation. Fin 2006, 76 952 personnes avaient été régularisées pour la première fois (25 497 Albanais, 7 480 Bulgares et 6 257 Roumains) et environ 85 000 migrants dont le permis de résidence avait expiré avaient pu bénéficier du programme. Le nouveau texte de loi a par ailleurs fondu en un seul document - un permis de résidence désormais émis au niveau de la région - les anciennes autorisations de résidence et permis de travail. Chiffres cités dans *Center of Planning and Economic Research, Policy Report on Migration, Asylum and Return in Greece, 1st Draft*, Athènes, juin 2007, à l'adresse : http://www.antigone.gr/listpage/selected_publications/eu/071109.pdf
20. Chez eux, il s'agit généralement des parents les plus proches – mère, père, enfants.
21. Voir **Pavlov (B.)**, « Les droits des travailleurs migrants » [Pravata na rabotnicite migranti], *Problemi na truda*, 9, 1996, p.54.
22. Notons que ce sont des Roms qui travaillent dans la récolte du coton. Aucun des migrants bulgares connus de l'auteur ne travaille dans ce domaine.

23. Il s'agit du processus de tri manuel des olives en fonction de leur maturité et de leur qualité. Après quoi, les olives passent par le dialogue.

24. En janvier ou en février en fonction de la récolte.

25. Ils tombent sous la protection d'un contrat de travail collectif, y compris lorsque l'accord passé avec les employeurs l'a été par voie orale. Voir « Les accords verbaux avec les employés ont force de contrat de travail [Ustnite ugovorki s rabotnicite sãs silata na trudov dogovor] », à l'adresse : <http://www.grreporter.info/>.

RÉSUMÉS

L'étude présente a pour objectif d'éclairer les migrations bulgares à destination de la Grèce, intervenues dans le sillage des bouleversements politiques et économiques de l'après-1989. La proximité géographique du pays a constitué l'une des variables ayant conduit les Bulgares à en faire une destination privilégiée. A la différence des départs vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie ou même certains pays ouest-européens, nous sommes ici en présence de migrations essentiellement pendulaires, reposant sur l'alternance entre séjours en Grèce et retours en Bulgarie. Les modes d'insertion professionnelle des migrants sont également spécifiques, avec des emplois dans la construction ou l'agriculture, les services à la personne, l'hôtellerie ou la restauration. L'article explore tout particulièrement les réseaux sociaux mobilisés par les migrants pour franchir la frontière bulgaro-grecque et le rôle des « passeurs ». Le passage illégal de la frontière est resté prépondérant jusqu'en avril 2001, au moment de la levée des visas Schengen. Mais les ressources de l'illégalité n'ont pas disparu après cette date ; elles se sont déplacées depuis une entrée irrégulière vers un emploi parfois non déclaré. Enfin, les formes de solidarité sollicitées par les migrants sont examinées (mettant en exergue la différence entre le rôle des réseaux familiaux chez les *kopanari*, un groupe rom, et leur moindre prégnance en milieu bulgare) tout comme les modes d'insertion des travailleurs temporaires dans la société d'accueil.

INDEX

Index géographique : Bulgarie, Grèce

Mots-clés : Migrations

AUTEUR

NIKOLAJ GABĀRSKI

MA. Nikolaj Gabārski est titulaire d'une maîtrise en ethnologie de l'Université de Sofia « Kliment Ohridski » consacrée aux migrations bulgares en Grèce.

mgabarski@yahoo.com